

# l'humanité rouge



Quotidien des communistes marxistes-léninistes de France

## Sondage

Les résultats du sondage IFOP, publiés par *Le Journal du Dimanche*, sont concordants. La cote des politiciens des grands partis traditionnels est en baisse générale.

Ces sondages ont plutôt pour fonction, on le sait, d'enjoliver les hommes politiques du gouvernement ou ceux qui briguent de prendre leur place. C'est bien plutôt dans la course à la popularité qu'ils sont spécialisés que dans la dégringolade. Pour que celle-ci transparaît de façon aussi crue, faut-il qu'il soit réel le discrédit qui s'attache à ces hommes politiques si soucieux pourtant de popularité.

Mais, au fond, qu'y a-t-il d'étonnant à cela ? Giscard-Barre l'avaient promis, moyennant des efforts soutenus et quelques sacrifices, les travailleurs verraient leur condition se stabiliser dans une situation acceptable. Depuis qu'ils gouvernent, ils continuent à prêcher l'effort avec une opiniâtreté remarquable alors que les travailleurs voient leur sort empirer continuellement.

Comment se satisfaire d'un gouvernement dont le budget regorge de cadeaux pour le patronat et qui envisage froidement d'aider les patrons de la sidérurgie à se restructurer et à licencier les sidérurgistes. Boulin prévoit un accroissement du chômage et veut s'entendre avec le Conseil de l'ordre des Médecins pour généraliser les contrôles médicaux patronaux ; Simone Veil sursure à nouveau que les Français se soignent trop ; le prix des loyers est à son tour libéré. La politique du gouvernement a bien de quoi révolter.

Rien d'étonnant non plus à ce que les hommes de la majorité qui soutiennent ce gouvernement, quoi qu'ils disent parfois, partagent son discrédit. La démagogie de Chirac qui aimait, jadis, à déclarer qu'il voyait le bout du tunnel ne tient pas face à la politique du maire de Paris : les Parisiens n'ont-ils pas vu leurs impôts augmenter de 17 % avant l'été !

Les leaders des grands partis de « gauche » voient également leur cote baisser. C'est donc bien plus par mécontentement vis-à-vis du pouvoir que par confiance à l'égard de la « gauche » que les travailleurs leur ont donné plus de voix aux récentes élections partielles.

Mécontentement accru vis-à-vis des hommes du pouvoir, désenchantement justifié à l'égard des leaders de « gauche » : pour une fois, les sondages n'ont pas menti.

Jean Quercy

# DES MESURES ANTI-POPULAIRES

- Le gouvernement prévoit davantage de licenciements dans la sidérurgie
- Veut généraliser les contrôles médicaux patronaux
- A rétabli la liberté des loyers



C'est devant 23 000 sidérurgistes que le gouvernement veut faire fermer les portes des usines.

## Accord de dernière heure à Camp David

Un accord a été signé lundi matin entre Carter, Begin, et Sadate. Ainsi, contrairement à ce qui était attendu, ce sommet n'aura pas été un échec complet pour les trois hommes et un certain terrain d'entente a pu être trouvé. Les raisons de politique intérieure américaine ne sont d'ailleurs sans doute pas étrangères à la conclusion de cet accord de dernière heure. Pour chacun des trois hommes, un échec du sommet aurait eu des répercussions sérieuses à l'intérieur du pays.

D'après ce qui était rendu public ce lundi matin, cet accord semble contenir deux clauses principales.

— Retrait des Israéliens du Sinaï dans les trois mois, mais pas des autres territoires occupés.

— Organisation, dans les cinq ans, d'un référendum d'autodétermination pour les Palestiniens vivant en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Ces territoires restent, au moins jusque-là sous contrôle des Sionistes.

Il est encore trop tôt pour fai-



re une analyse détaillée de ce « plan de paix », on ne dispose encore ni du document ni des réactions. Un certain nombre de réflexions s'imposent, néanmoins :

— Les premiers intéressés par toute tentative de règlement, les Palestiniens, et plus particulièrement l'OLP, n'ont pas été consultés pour la mise au point de cet accord. Or, c'est fondamentalement leur sort dont il s'agit et leur lutte qui est en cause.

Seule une solution ayant le

soutien des Palestiniens pourra ramener la paix dans la région.

— Cet accord n'est pour l'instant qu'une déclaration de bonnes intentions et de promesses. Or, l'histoire récente a montré que les seules promesses que les Sionistes avaient tenues jusqu'ici étaient les promesses expansionnistes.

Ces deux faits, au moins, imposent donc beaucoup de réserves sur le sort de la « paix » qui pourrait sortir de cet accord de Camp David.

## Ethiopie-1977

Histoire de la révolution éthiopienne de 1974 à 1977. Moscou place ses pions. page 2

## Terrin

A Marseille, alors que le tribunal se prononce pour le démantèlement, Defferre propose aussi son plan. Mais les travailleurs s'opposent aux licenciements. page 5

## Valenciennois

Bassin minier, puis bastion sidérurgique, cette région du nord de la France est aujourd'hui touchée de plein fouet par la restructuration sidérurgique. page 8

L'Agence AFP annonce, qu'après une semaine de « visite très cordiale », la délégation des communistes marxistes-léninistes de France, conduite par Jacques Jurquet, a quitté le Kampuchea dimanche.

## LE MONDE EN MARCHÉ

La Garde nationale de Somoza

# Une armée de pilleurs et de tueurs

Alors que Somoza est détesté de tous au Nicaragua, alors qu'une lutte armée de grande envergure est dirigée par le Front sandiniste contre lui, le dictateur arrive à se maintenir, grâce au pilier de l'État que constitue la Garde nationale. C'est pourquoi, il nous a paru intéressant de voir d'un peu plus près ce qu'elle représente pour le peuple.

Cette Garde nationale qui rassemble aujourd'hui 7 000 hommes fut créée de toutes pièces par les USA, afin de préparer la relève, durant les années d'occupation entre 1912 et 1933. Le commandement de cette Garde avait été confiée à Somoza, père de l'actuel dictateur.

## PILLAGE ET CORRUPTION

Cette armée, qui fait également fonction de police, est totalement sous les ordres de Somoza et sa survie n'est liée qu'au maintien de cette famille au pouvoir. C'est pourquoi, il ne semble guère y avoir de problèmes, ni d'importantes divisions en son sein. Ces militaires, bénéficiant d'avantages importants, font partie d'une élite de la population à côté du peuple qui vit dans la misère. Leur niveau de vie très supérieur est dû à des revenus plus élevés mais aussi à la corruption, au pillage. Quelques exemples sont assez révélateurs sur cet état de fait.

## UN TÉMOIGNAGE ÉLOQUENT

Un témoignage de deux coopérants français au Nicaragua, paru dans *Le Monde* au mois de février dernier, relate des faits qui font partie de la vie quotidienne et en disent beaucoup sur l'évolution des événements aujourd'hui.

Parlant du tragique tremblement de terre qui ravagea complètement la capitale, Managua, ils écrivent : « Mais plus tragique encore que le tremblement lui-

même fut la réaction des autorités civiles et militaires : la Garde nationale organisa un véritable pillage. *Achevant les mourants, les soldats étaient les maîtres, une télévision sous le bras, une mitraillette dans l'autre. Personne ne sait où sont passés les quelques 800 millions de dollars (environ 400 milliards de centimes) d'aide internationale, mais on se doute que les caisses de la famille Somoza ne sont pas restées vides. En effet, cinq ans après le désastre, Managua demeure une ville fantôme, la seule capitale sans trottoirs, immense étendue envahie par les herbes, desquelles dépassent çà et là quelques ruines, refuges provisoirement définitifs des plus déshérités. »*

En guise de reconstruction, on peut voir des villas très luxueuses mais, un peu plus loin, les bidonvilles sont de plus en plus nombreux : « Trois cent mille à quatre cent mille personnes s'y entassent : 85 % de la population ne disposent pas des services collectifs de base tels que l'eau, l'électricité, le tout-à-l'égout... »

A la campagne, la présence de cette Garde est aussi omniprésente et aussi dramatique pour la population.

« Si un colonel a l'envie de s'offrir une hacienda, il déclare tous les paysans collaborateurs du Front sandiniste, en assassine quelques uns et ordonne l'évacuation de la zone et n'a plus qu'à poser des fils de barbelés pour devenir propriétaire. » Un exemple qui en dit long...



Patrouille de la Garde nationale dans une ville du Nicaragua.

## AUJOURD'HUI ÇA CONTINUE

Ce qui se passe aujourd'hui dans le pays ne l'incite pas à changer ses méthodes. Ainsi, quand un village ou une ville avait tenu tête à la Garde et était reprise par celle-ci, à chaque fois on a assisté à un pillage généralisé. A nouveau, toute la population se retrouve dépouillée du peu qu'elle avait pu acquérir.

Cette attitude ne fait que pousser au maximum la haine accumulée depuis

déjà longtemps contre cette armée. Ainsi, nombreux sont ceux qui, n'ayant plus rien à perdre, se sont lancés plus ardemment dans la résistance et se sont associés dans la lutte armée au Front sandiniste qui la dirige. Ce sont des centaines de gens, essentiellement des jeunes, les « muchachos », qui chaque jour, deviennent des guérilleros.

## ELLE NE SUFFIT PLUS

Cette armée que constitue la Garde nationale est très importante : 7 000

hommes pour un pays de 2,2 millions d'habitants. Elle est armée jusqu'aux dents et entraînée par l'impérialisme américain. Malgré cela, elle ne suffit plus aujourd'hui à Somoza pour faire face au soulèvement général de la population, c'est pourquoi il a fait appel à des mercenaires. Déjà, il en est arrivé des pays voisins mais le recrutement se fait aussi des États-Unis. Une petite annonce parue dans un journal de l'État du Nouveau Mexique appelle tous les anciens « Marines » ayant la nostalgie de la guerre et des tueries à deve-

nir des mercenaires à la solde de Somoza. 1 000 dollars par mois et un billet d'avion aller et retour sont offerts. Apparemment, cette annonce connut un grand succès puisque très rapidement le quota espéré était atteint et même dépassé. Somoza n'hésite pas sur les moyens.

On comprend que, face à cette situation, la détermination du peuple pour jeter dehors Somoza et sa Garde est totale et ne fait que s'accroître malgré les pillages et les massacres dont il est victime.

Evelyne LEGUEN

## L'Éthiopie 4 ans après (2)

# 1977 : Mengistu prend le pouvoir

C'est, le 12 septembre 1974, qu'était renversé Haïlé Selassié, l'empereur d'Éthiopie. Aujourd'hui 4 ans après, l'Éthiopie est devenue une position forte de la politique de Moscou en Afrique. 18 000 révolutionnaires et démocrates croupissent en prison. Nous avons vu hier comment la pénétration du social-impérialisme s'est accompagnée d'une suppression de tous les acquis de la révolution au niveau politique. Nous allons tenter de voir à partir de maintenant comment Moscou a réussi à imposer sa domination sur le pouvoir éthiopien.

Lorsqu'en septembre 1974, le nouveau régime prend le pouvoir, la tâche qui l'attend est gigantesque. Cette révolution, on pourrait, d'une certaine manière, la comparer à la révolution portugaise. Comme à Lisbonne, cinq mois plus tôt, c'est des casernes que part le mouvement, du bas de la hiérarchie. Les représentants des casernes forment le DERG. L'appui du peuple leur est acquis. Cela ne peut, de toute façon, pas être pire pour lui. Cette année 1974 avait été marquée par une grande famine dans le pays. Des centaines de milliers de personnes étaient mortes de faim. Pendant ce temps, les féodaux de la cour du Négus avaient vendu à l'étranger la production du blé de leurs domaines.

C'est donc l'armée qui prend le pouvoir. Face à elle, le pays le plus pauvre du monde, le plus archaïque de par sa structure

économique et ses institutions. A côté de cela, un autre arriéré d'importance : la problématique érythréenne. Le Négus a purement annexé un pays que l'ONU lui avait confié en mandat. Depuis lors, le peuple érythréen se bat pour retrouver son indépendance et sa lutte est juste. Ce n'est cependant pas le point de vue de tous les militaires au pouvoir. Certains s'affirment prêts à négocier. Pour d'autres, le problème n'existe pas : il n'y a qu'une révolte qu'il s'agit de réprimer.

Un autre problème, encore auquel va devoir faire face le DERG : la réaction. Très rapidement, les féodaux s'organisent dans un parti, l'UDE. Soutenus par l'impérialisme occidental, ils lèvent une armée de mercenaires et s'opposent à l'application de la réforme agraire.

Fait original, le gouvernement militaire a laissé s'instituer à ses côtés des

institutions dirigées par des civils progressistes qui prennent en main la révolution : réforme agraire, nationalisation des capitaux étrangers etc. L'étape de révolution nationale démocratique et populaire est même proclamée en avril 1976. Cependant, d'un bout à l'autre, l'armée gardera le pouvoir. Elle refuse en particulier, malgré l'insistance pressante du Bureau pour l'Organisation des masses, d'armer réellement le peuple.

Sur le plan international, l'Éthiopie mène alors une politique active ce non-alignement. Le discours de Teferi Bante, alors président du DERG sera l'un des plus fermes lors du sommet de Colombo, en août 1976.

Pour résumer la situation qui prévaut alors en Éthiopie, on peut dire que c'est la bourgeoisie nationale qui est au pouvoir mais qu'elle a été contrainte, pour accéder et se maintenir au pouvoir, à faire d'importantes concessions au peuple.

## UNE PÉRIODE TROUBLEE

La période qui s'ouvre, avec le début de l'année 1977, est une période très troublée en Éthiopie, marquée à la fois par une recrudescence des actions des féodaux, par des victoires du peuple érythréen

et par les attentats d'une opposition se réclamant de gauche. Dans le même temps des clivages plus nets apparaissent au sein du DERG, à la fois sur des problèmes internes et sur des options de politique internationale. Les superpuissances, l'une comme l'autre, inquiètes de la tournure des événements, ne sont pas restées inactives et chacune s'emploie, soit à circonvenir des hommes en place dans le DERG soit à y placer ses hommes. Tout d'abord, ce sont les Américains qui semblent tenir une certaine influence dans l'entourage de Teferi Bante, mais le 7 février celui-ci est abattu et un tandem Mengistu-Abate prend le pouvoir. Ce dernier sera à son tour éliminé et Mengistu restera seul.

A la même période, une série incroyable d'attentats criminels dirigés contre les cadres civils du Bureau d'organisation des masses et contre les délégués des organisations de masse décapite toute la direction du mouvement populaire. C'est plusieurs dizaines de ses dirigeants qui sont assassinés d'octobre à mai. Le rôle et la force de l'armée s'en trouvent accrus d'autant, et ce, au moment même où la situation n'a jamais été aussi difficile pour le gouvernement. (A suivre).

Serge FOREST

## L'humanité rouge

L'Humanité rouge  
Pour toute correspondance  
BP 61 75861 Paris Cédex 18  
CCP 30 226 72 D La Source  
Tél : 205 51 10

Directeur politique : Jacques Jurquet  
Rédacteur en chef : Jean Quercy  
Chefs de rubrique : intérieur : Claude Buisson -  
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International :  
Annie Brunel

# Sidérurgie : encore des licenciements de prévus !

C'est mercredi que sera connu le nouveau coup des capitalistes contre les ouvriers de la sidérurgie, le nouveau « plan acier ».

Depuis 1966, l'État a donné plus de 10 milliards aux maîtres des forges. Ce nouveau plan prévoirait que ces crédits ne seraient plus remboursés à l'État, mais « consolidés » c'est-à-dire transformés en prise de participation par celui-ci.

De même, l'hypothèse d'une restructuration en profondeur se précise. Elle se ferait autour de deux groupes. Le premier regroupant Usinor et Chiers-Chérillon, dont la direction serait confiée à Claude Etchegaray, ex-PDG d'ITT France (dans le conseil duquel comme par hasard un dénommé Philippe Giscard, cousin de l'autre !). Le second groupe regrouperait les actifs de Sacilor avec pour PDG Jacques Mayoux, ex-président du Crédit agricole.

Pour les travailleurs, ce plan signifierait de nouveaux licenciements. Déjà en mai 1977, lors d'un précédent « plan acier », 16 000 emplois avaient été supprimés. Les boîtes les plus touchées

étant Salicor-Sollac, Usinor-Thionville, et Chiers-Longwy.

Les capitalistes avaient eu recours alors à plusieurs méthodes pour arriver à leur but et tenter de désamorcer la riposte des travailleurs.

Ainsi à Usinor-Thionville où 3 000 emplois avaient été supprimés, il y avait eu 1 000 licenciements camouflés à partir de 56 ans 8 mois (prétraitements), 1 000 mutations-déportations à Fos, Dunkerque et Longwy et 1 000 licenciements chez Salicor-Sollac (Lorraine) la direction avait préparé le terrain disant que : « Tous les jeunes qui accepteront de quitter l'entreprise avant mai 1977 recevront une indemnité de licenciement avec une prime pour la recherche d'un emploi », ou encore : « Tous les jeunes qui s'engageront pour un service militaire de 24 mois par devancement d'appel auront la garantie de l'emploi au retour ». Une garantie d'emploi qui se traduit

## Élections de Nancy

## Le mécontentement des électeurs

L'élection législative partielle de Nancy a une valeur indicative. La poussée du socialiste Tondon traduit le profond mécontentement des travailleurs de la région à l'égard des licenciements massifs qui les touchent. Les candidats de gauche totalisent 54 % des voix contre 49 % en mars dernier. Servan-Schreiber perd lui 5 % des voix.

C'est que la région est fortement touchée par le chômage. Neuve-Maison n'est qu'à quelques dizaines de kilomètres de Nancy.

En Lorraine, la sidérurgie est en crise et le chômage est massif. Les travailleurs ont donc exprimé leur refus de la politique de la bourgeoisie. Il est intéressant de constater qu'à gauche, le candidat du PCF, Favard, obtient 14,25 % des voix au lieu de 18,8 % en mars dernier. La chute est donc sévère et confirme celle enregistrée dans le Pas-de-Calais il y a quinze jours. Le candidat socialiste semble bénéficier de cette chute des voix qui se portent habilement sur le candidat du PS.

RECTIFICATIF : Dans notre édition datée des 16 et 17 septembre, il fallait lire, en page 5, à propos des déclarations de Jacques Jurquet au Kampuchea :

« Dans ce contexte, les déclarations de Jacques Jurquet en faveur de l'établissement de relations diplomatiques prennent une singulière importance » et non de « relations diplomatiques plus étroites ».

Le gouvernement français n'entretient pas, en effet, en raison de sa position d'hostilité, de relations diplomatiques avec le Kampuchea. C'est ce que nous expliquions d'ailleurs dans le même texte.

## En instituant les contre-expertises médicales

# Le gouvernement légalise les contrôles patronaux

Boulin, le ministre du Travail, a annoncé à Toulouse, le week-end dernier, que désormais les patrons pourront demander un contrôle médical lorsque les travailleurs qu'ils emploient seront en arrêt de maladie. L'ordre des Médecins désignera les médecins-flics. Il faut s'opposer à cette mesure scandaleuse.

Depuis longtemps, le patronat essaye d'imposer son contrôle sur les arrêts-maladie et une limitation à ce qu'on peut appeler le « droit d'être malade et de se soigner ». Avec la bénédiction du pouvoir, des médecins-

Le gouvernement, il y a un an environ, avait chargé un haut fonctionnaire d'un rapport sur l'absentéisme. Il ressort de ce rapport que l'absentéisme des travailleurs coûterait 25 milliards de francs. Une telle somme

tre-expertise, l'ordre des Médecins s'occupera de la suite.

Le pouvoir mène une offensive en règle contre la santé des travailleurs. A la télévision, à la radio, il développe une campagne contre le prétendu abus des médicaments, visant à culpabiliser les travailleurs malades. Il vient d'annoncer que la Sécurité sociale était en déficit de 6 milliards alors qu'avant les élections, il assurait que son budget serait équilibré. D'après lui,



flics avaient même constitué une association au service des patrons : *Sécurex*, dont les activités s'étaient heurtées à une opposition résolue de l'ensemble des médecins et des syndicats. L'ordre des Médecins voyant le contrôle des médecins-flics lui échapper en partie, s'était aussi opposé à *Sécurex*.

ne peut laisser les patrons indifférents.

Aussi, alors que les élections sont passées et que l'horizon gouvernemental est dégagé de toute échéance électorale, gouvernement et patronat passent désormais à l'attaque de front contre la santé des travailleurs.

Sous prétexte d'absentéisme, Boulin a donc rendu officiel le contrôle patronal des maladies par des médecins-flics. L'arrêt de maladie de tout travailleur prononcé par un médecin traitant pourra être annulé par le médecin patronal.

Un décret va être promulgué prochainement dans ce sens. Boulin a contourné « l'opposition » de l'ordre des Médecins, en faisant désigner par celui-ci les médecins qui devront effectuer ce contrôle. Les patrons n'auront plus même à se mouiller. Ils demanderont la con-

les travailleurs se soigneraient trop, ce qui serait à l'origine du déficit de la Sécurité sociale.

Nous devons nous opposer à la politique de la bourgeoisie qui mène une attaque contre la santé des travailleurs. Gouvernement et patronat parlent « d'abus » qui sont en réalité l'exception, pour s'attaquer à l'ensemble d'entre nous. Contrairement à ce qu'ils affirment, les travailleurs ne se soignent pas trop, au contraire. Le chômage, l'augmentation du coût de la vie, les obligent déjà à réduire leurs dépenses de santé.

La lutte pour « le droit à la santé » est un impératif. Il faut dénoncer les campagnes sur le déficit de la Sécurité sociale, sur la surconsommation des médicaments et sur l'absentéisme. Il faut refuser les contrôles.

## 11 000 morts en Iran

Samedi soir, un tremblement de terre de forte amplitude a ravagé l'est de l'Iran et plus particulièrement la région de Tabas. Cette petite ville de 13 000 habitants a été détruite dans sa quasi-totalité.

Le séisme a provoqué des dégâts sur un rayon de cent kilomètres. Lundi matin, on comptait déjà onze mille morts. Dans la seule ville de Tabas, les deux-tiers de la population ont péri en quelques minutes. Les autres habitants blessés, mourront si les secours n'arrivent pas rapidement. Or ceux-ci ne pourront se faire facilement : les communications sont coupées, il n'y a plus d'eau ni d'électricité dans la région.

Il n'y a guère qu'un pont aérien de grande ampleur qui puisse encore être d'une réelle efficacité mais il est fort probable que ce chiffre de 11 000 morts sera dépassé rapidement. Après les massacres perpétrés par le Shah, c'est donc une nouvelle catastrophe qui s'abat sur le peuple iranien.

## Nicaragua

## L'insurrection se poursuit

Somoza a imposé une censure sur toutes les nouvelles qui parviennent ou partent du Nicaragua. Ainsi, on n'entend plus que des communiqués de victoire de la Garde nationale qui aurait repris plusieurs villes, dont Leon, qui étaient sous le contrôle du Front sandiniste. Ces affirmations sont autant de mensonges. Malgré le renfort de mercenaires, la Garde nationale n'arrive pas à ses fins. Toutefois, à Massaya, après avoir assassiné des centaines de gens, elle semble avoir repris le contrôle de la ville. Une victoire payée bien cher par Somoza et la Garde nationale qui a subi de lourdes pertes dans cette bataille contre le peuple.

(Voir article page 2)

## Liberté des loyers

Le gouvernement poursuit sa politique de libéralisation des prix. Cette fois-ci, il s'attaque aux loyers puisque ceux-ci ne seront plus bloqués à partir du 1er janvier 1979.

Aucune limite aux hausses n'est imposée, les propriétaires pourront augmenter à leur aise. Cavaillé, secrétaire d'État au Logement, alors qu'il laisse le champ libre à toutes sortes d'augmentation — ce sont les logements de la catégorie 2B qui seront touchés par les premiers — se pose en défenseur du consommateur. Il menace les propriétaires qui abuseraient de cette possibilité d'augmentation des loyers.

Il a indiqué que « si le retour à la liberté entraînerait des augmentations de prix anormales et en tout état de cause » significativement « supérieures à la hausse du coût de la construction, les pouvoirs publics ne resteraient pas inactifs ».

Non seulement Cavaillé et son gouvernement laissent aux propriétaires carte blanche pour faire plus de profits, mais il nous prend pour des imbéciles. On connaît les capacités du gouvernement à enrayer la hausse des prix !

Aussi faut-il nous préparer à être offensifs, dès maintenant, pour rejeter toute hausse des loyers.

# Centrales nucléaires dans le Finistère

## L'opposition grandit

Il y a quelques mois seulement, l'Amoco Cadiz s'échouait à Portsall, près de Brest. Au cours des semaines et des mois à venir, les habitants de cette région vont se trouver confrontés à un grave problème : le projet gouvernemental d'installer une centrale nucléaire. Déjà la mobilisation se prépare contre les conséquences d'une telle implantation. Une manifestation aura lieu à Brest le 23 septembre à 15 heures.

Initialement, cinq sites avaient été retenus : Erdeven, Treguennec, Plogoff, Ploumoger, Beg an Fry. Par la suite, le choix s'est porté sur Ploumoger et Plogoff. Aujourd'hui, la décision définitive semble avoir été prise par le pouvoir. Si elle se construit, la centrale sera certainement à Plogoff. Il y a une semaine, le comité économique et social de Bretagne a entériné ce choix. Vendredi 15, les deux assemblées régionales qui, en 1975, avaient donné leur accord pour le principe d'une implantation ont ratifié le choix de Plogoff. Le conseil régional donnera son avis : les 25 et 26 septembre.

Il ne fait guère de doute qu'il ira dans le même sens. Pour justifier l'implanta-

tion d'une centrale en Bretagne, le pouvoir recourt à l'argument suivant : la Bretagne consomme plus d'énergie qu'elle n'en produit. C'est ce qu'a déclaré le préfet : « *Bientôt, le déséquilibre entre production et consommation bretonnes ne pourra plus être couvert par des importations.* »

Argument ridicule s'il en est. De nombreuses régions sont dans ce cas. Pas très

loin de là, une autre centrale est en préparation au Pellerin, près de Nantes, en Loire-Atlantique. Or, depuis le découpage du pays en régions, la Loire-Atlantique ne fait pas partie de la Bretagne (ce qui d'ailleurs n'est pas conforme à la géographie ni à l'histoire).

L'installation de la centrale du Pellerin avait suscité des luttes importantes au printemps et à l'été 1977. Cinq paysans avaient été arrêtés, puis relâchés lors de ces luttes.

Il pourrait en être de même pour le nouveau projet qui suscite une opposition de la population. L'expérience a montré en effet que lorsqu'elle met en œuvre sa politique nucléaire, la bourgeoisie le fait au détriment des intérêts de la population. Celle-ci n'attend pas pour réagir.

Une manifestation aura lieu le 23 septembre à Brest pour protester contre l'implantation de la centrale.



# Créteil (Centre de tri automatique)

## « On sentait qu'il y avait quelque chose entre nous »

Au printemps dernier, les travailleurs du centre de tri-postal de Créteil avaient mené une longue lutte avec occupation pour empêcher le licenciement d'un vacataire. Depuis par le jeu des mutations, près de la moitié des employés a été renouvelée, la direction pensant sans doute pouvoir exploiter en paix, mais...

Nuit de mercredi à jeudi, 1er épisode...

Un chef de service met un procès verbal à un préposé pour avoir téléphoné vingt minutes. Le travailleur informe ses copains

et trois ou quatre, dont des délégués syndicaux, vont demander des explications au chef qui ne veut rien savoir. Sa seule réponse : « *Si je laisse faire, demain tout le monde fera pareil* », rengaine

bien connue... Qu'a cela ne tienne, malgré les pressions du petit chef sur quelques préposés récemment arrivés dans les PTT, c'est-à-dire une vingtaine de Français et Antillais vont voir le chef de brigade (membre de la CE-CGT). Ils ne trouvent que son second, qui ne sait que répondre. Palabres pendant une demi-heure. Résultat ? « *On verra ça en audience le lendemain après-midi avec le chef de centre ?* »

2ème épisode :

Le lendemain après-midi, lors de l'audience, le chef de centre répond que cette question doit se régler entre le chef de brigade et les concernés mais demande de « *calmer les préposés* » !

Le soir, à 20 h, à la prise de service, l'ensemble des préposés décide d'aller voir de suite le chef de brigade présent cette fois-ci. A la vue d'une vingtaine de travailleurs, il commence à dire qu'il ne veut pas discuter sous la pression d'une délégation de masse, et qu'il ne consent à parler qu'avec les responsables syndicaux et l'intéressé. Refus des préposés, répliquant qu'ils sont solidaires de leur camarade et assez grands pour discuter tous ensemble.

Brusquement, surpris par la détermination des employés, le ton du chef devient agressif. Des foyers de discussions se forment un peu partout, les autres

services sont rapidement informés de ce qui se passe. Tout cela amène autour de 21 h 15.

A ce moment-là sur un ton en-dessous, le dirigeant de brigade revient disant que le problème sera réglé dans les 5 minutes si les préposés regagnent leur postes de travail, ce qu'ils font, mais ils ne reprennent pas le boulot.

Résultat : le chef de brigade est obligé de déchoirer le procès verbal !

Mais voilà que le patron du centre arrive. Ce monsieur veut faire sauter un trentième du mois (c'est-à-dire retenir une journée de salaire). Refus collectif. Discussion d'un quart d'heure entre les délégués syndicaux et le chef de centre, qui ayant pris la température, revient sur sa décision de retenir le un trentième en déclarant que « *la prochaine fois il ne transigerait pas* ».

Il lui fallait bien essayer de sauver la face !

Pour les jeunes arrivés, ça été l'occasion de montrer que tous unis, Français et Antillais, à la base et dans l'action, on pouvait faire reculer la direction. La nuit s'est terminée dans une chaude ambiance de camaraderie qui tranchait du climat ordinaire. « *On sentait qu'il y avait quelque chose entre nous* » me dira le travailleur de Créteil, délégué syndical, avec qui l'article a été fait.

# Corbeil (Essonne)

## Nouvelle vague de licenciements dans le groupe Néogravure

Déjà, en 1974, après le rachat du groupe par Hachette et Paribas, un « plan de relance » et un accord signé le 22 novembre 1974 par le patron et la FFIL-CGT mettaient fin à une grève avec occupation de trois semaines. Rien n'était cependant gagné puisque les années 1975-1976-1977 ont vu des licenciements continus — près d'un millier sur tout le groupe — et la fermeture de plusieurs imprimeries dont celle d'Issy-les-Moulineaux.

En 1977-1978, ce sont les « départs volontaires » avec en poche 1 500 F contre lesquels les syndicats ne font pas grand-chose. Aujourd'hui, les patrons recommandent ; plan Barre oblige...

Vendredi 15 septembre, au cours du comité central d'entreprise, il est annoncé que huit milliards de francs seront investis par Hachette et Paribas dont cinq pour supprimer 870 emplois. Le jour même, 200 travailleurs des ateliers et retiennent les patrons durant la soirée et une partie de la nuit. Ils ne les relâcheront qu'après avoir obtenu l'engagement de l'ouverture de négociations dès lundi matin 18 septembre.

(A suivre)

Correspondant HR

# Ploumoger et sa région

## Répercussions de l'implantation d'une centrale

Quelles seront les conséquences prévisibles de l'implantation d'une centrale à l'une des pointes de la côte du Finistère ? C'est ce que montre l'article ci-dessous, concernant le cas où l'implantation se ferait à Ploumoger. Il est vraisemblable que la centrale, si elle est construite, le sera à Plougoff et non à Ploumoger. Mais les répercussions au fond seront les mêmes à peu de chose près, dans un cas comme dans l'autre.

Des mesures appropriées pourraient, certes, pallier certaines de ces répercussions. Mais pour la bourgeoisie, on le sait, le profit passe avant tout ! Aussi les habitants ne se font-ils pas d'illusions.

### SITUATION DES PAYSANS

Le site : 20 exploitations sur la sellette.

300 ha : vingt petites exploitations touchées, ce qui équivaut à 40 emplois de paysans et paysannes supprimés ou réduits. Sans compter les jeunes paysans qui devaient assurer le relève car il s'agit d'un secteur où les jeunes s'installent nombreux sur les fermes.

300 ha n'est qu'un minimum d'après ce qui se passe dans les autres sites où se sont implantées des centrales.

600 ha peuvent être pris par l'EDF, qui y est autorisé, dans une région à petites exploitations qui essaient de résister à l'élimination par le capitalisme en produisant d'une façon très intensive : pommes de terre, primeurs, choux-fleurs, élevage.

Les couloirs : 300 ha stérilisés.

Des lignes de haute tension gelant la terre sur 300 mètres de large : cela équivaut à 30 ha du kilomètre. Si on multiplie par 10 km de longueur, que fera le couloir sur Ploumoger ? Cela fera encore 300 ha de plus de pris.

Il faudra encore céder d'autres terrains pour la création de nouvelles routes très larges. En effet, les routes existantes seront mises à rude épreuve par le passage fréquent de camions et deviendront vite insuffisantes.

Eventuellement, il s'avèrera nécessaire d'y ajouter la construction d'une voie ferrée pour le transport des matières radioactives.

Enfin, les contrôles répétés qui seront imposés pour les productions végétales et animales : légumes, herbe, lait viande, eau sur toute la région, peuvent rendre suspects pour le consommateur tous les produits de la région. La présence de la centrale peut entraîner un risque évident de mévente.

### SITUATION DES PECHEURS

250 pêcheurs sur le secteur de la centrale : 1 000 personnes vivent de la pêche. Un emploi en mer en crée trois sur terre. Ne sont-ils pas menacés dans leur gagne-pain ? Les divers rejets de la centrale vont modifier profondément le milieu marin.

Rejets d'eau chaude et pollution thermique 250 mètres cubes d'eau chaude seront rejetés par seconde. Ce qui est l'équivalent du débit moyen de la Seine. Cette eau réchauffée de 10 degrés provoquera une pollution thermique modifiant l'équilibre du milieu marin.

Rejets de chlore

Celui-ci est utilisé pour débarrasser les installations des mollusques et des algues. Il faut dix tonnes par jour plus des détartrants.

Risques de contamination de l'eau par la radioactivité

Dans les conditions actuelles de maîtrise de la sécurité, un tel risque n'est pas à exclure. Ce qui, en cas de fuite, pourrait rendre dangereux les produits de la pêche (coquillages, crustacés).

A ces conséquences qui se traduiront par des menaces d'expropriations, une fois le site choisi, s'ajoutent les conséquences pour ceux qui travaillent sous les lignes à haute tension : troubles nerveux, fatigue, danger d'électrocution par temps humide (brouillard dense et pluie) pour ceux qui ramuent des piquets métalliques ou des tubes.

Marseille

# Un seul plan possible pour les travailleurs : la lutte

Samedi les travailleurs étaient 20 000 à manifester dans les rues de Marseille contre les licenciements.



La menace qui pèse sur des milliers d'emplois dans la région marseillaise du fait de la mise en liquidation du groupe Terrin impose aux forces politiques locales de prendre position. Defferre a annoncé son plan : rachat des biens et immeubles du groupe et recherche d'un industriel pour la gestion ! C'est l'opération qu'il avait réalisée pour Titan Coder ce qui n'est pas de nature à rassurer les travailleurs !

Cela est l'occasion d'une vive polémique avec les représentants du PCF qui n'ont pas voté son plan au conseil municipal.

Porte, député du PCF à Marseille écrit dans le journal *La Marseillaise* de samedi, « Nous avons de plus tous la conviction que, sous le couvert de la décision de rachat de groupe, prise par la municipalité (maire Gaston Defferre), le gouvernement met en place une nouvelle mouture du plan Fournier. »

plans des uns et des autres, le gouvernement et le patronat continuent à mettre en place leur plan bien à eux et que les travailleurs ne pourront s'y opposer que par la lutte dans l'unité avec la population. Voilà le seul plan des travailleurs qui soit possible.

Defferre, dans son journal *Le Provençal* dit : « C'est ce que nous avons fait pour Titan-Coder, nous avons réussi. N'oublions pas qu'à l'époque, nous avons été combattu de la même façon par les communistes, est-ce que c'est parce qu'ils sont déçus d'avoir été incapables de formuler des propositions de nature à sauver la réparation navale ou parce qu'ils pensent que leur intérêt, c'est de pratiquer la politique du pire, en sacrifiant les intérêts des travailleurs ? »

Pendant que cette polémique se déroule, le tribunal de commerce décidait le démantèlement. Cela montre bien, qu'au-delà des

## Titan-Coder

Pour les travailleurs de la réparation navale, la référence à Titan-Coder ne peut qu'inquiéter. Voyons la réalité :

— En 1970, Titan-Coder comptait 2 000 travailleurs ; en 1972 1 550 ; en 1974 1 250 ! Seulement 450 ont été réembauchés suite à la création de la société d'économie mixte avec la promesse de passer à 730 quatre mois plus tard.

— En 1978, 650 travailleurs ont été réembauchés avec refus de donner la priorité aux anciens licenciés. Aujourd'hui, la direction a informé le comité d'entreprise à plusieurs reprises de difficultés grandissantes pour l'entreprise. Pour les travailleurs qui ont été repris, tous les avantages ont été remis en cause (13e mois, 40 h, ancienneté, mutuelle, etc.), déclassement systématique de la qualification qui a entraîné une perte de salaire de 15 à 30 %.

chés avec refus de donner la priorité aux anciens licenciés. Aujourd'hui, la direction a informé le comité d'entreprise à plusieurs reprises de difficultés grandissantes pour l'entreprise. Pour les travailleurs qui ont été repris, tous les avantages ont été remis en cause (13e mois, 40 h, ancienneté, mutuelle, etc.), déclassement systématique de la qualification qui a entraîné une perte de salaire de 15 à 30 %.

## le démantèlement

Le tribunal de commerce a décidé, sous réserve de la reprise du travail lundi 18 septembre :

— Une offre de reprise par le groupe AMREP (holding pétrolier) en gérance libre (1) du sud-marine, de la SPAT, de la Somecina (les trois entreprises représentent le secteur industrie-mécanique du groupe Terrin), cela durant quatre mois avec promesse de vente.

— Une offre de reprise

en gérance libre jusqu'au 31 décembre 1978 pour les fonderies Grognard.

— La liquidation de l'établissement Diva (120 salariés licenciés). Pour le groupe industrie, 10 % de réduction des effectifs.

— Aucune décision de liquidation n'a été prise en ce qui concerne le secteur réparation navale de Terrin.

(1) Qu'est-ce que la gérance libre ?  
Un groupe prend l'af-

faire, il n'est pas du tout engagé pour les dettes du passé et il ne s'engage pas vis-à-vis des licenciements. Au bout de quatre mois, ou il rachète ou il part. S'il rachète, il est prioritaire.

Les travailleurs du groupe industrie continuent l'occupation lundi et ils doivent se réunir en assemblée générale mardi pour se prononcer sur la gérance libre. L'ambiance est au refus de la décision du tribunal.

## Prendre en main la lutte contre le chômage

### Les propositions du PCMLF

Il y a, en cette rentrée, près d'un million et demi de chômeurs. Leur nombre augmente de 5,7 % en août et Boulin, ministre du chômage, prévoit lui-même que cette augmentation va continuer les mois qui viennent. Prendre en main la lutte contre le chômage, travailler à briser l'isolement entretenu par le pouvoir autour des chômeurs, construire l'unité entre travailleurs actifs et chômeurs, voilà des tâches qui sont aujourd'hui particulièrement à l'ordre du jour. C'est pourquoi, nous exposons les propositions faites à ce sujet par le PCMLF, telles qu'elles sont rapportées dans la brochure « Avec le Parti marxiste-léniniste pour l'unité de la classe ouvrière ».

Nos mots d'ordre « du travail pour tous ! » et « Non au chômage » n'auraient aucune signification sérieuse si nous ne prenions en main de manière concrète le soutien actif aux chômeurs, aux comités de chômeurs sur de justes bases de classe, par exemple :

1) — Populariser et mettre en pratique l'unité des chômeurs avec les travailleurs actifs. La question essentielle est celle de l'unité de la classe ouvrière. Il faut travailler dans les organisations syndicales de façon à ce qu'elles aident efficacement les chômeurs en les organisant et en faisant bénéficier de la solidarité de ceux qui travaillent. Par exemple, on peut aider à créer des comités de chômeurs. Il faut faire attention alors à ne pas les couper ou à les laisser se couper des travailleurs actifs. Dans les actions qu'ils doivent engager, il est indispensable que ces derniers leur apportent leur active solidarité en participant à leurs manifestations ou en organisant des grèves ou autres mouvements de solidarité.

2) — Tenir compte que la lutte des chômeurs, c'est aussi essentiellement la lutte immédiate contre les conséquences du chômage sur les conditions d'existence des victimes du non-emploi. Aussi, devons-nous les soutenir systématiquement et massivement sur les points suivants :

**Logement** : contre les saisies, pour la gratuité des loyers, ou, tout au moins, pour leur sensible diminution.

**Nourriture** : les faire bénéficier, eux et leur famille, des conditions exceptionnelles comme gratuité des restaurants universitaires pour les jeunes (chômeurs ou enfants de chômeurs), gratuité des cantines et des crèches, bénéfice des attributions d'avantages sociaux.

**Transports gratuits** : métro, bus, train, suivant les circonstances.

**École et lycée** : gratuité totale des études et des livres nécessaires.

Naturellement, il reste toujours indispensable dans tous ces cas que le Parti explique aux chômeurs que la source de leur situation réside dans le capitalisme et que seule la révolution prolétarienne permettra d'en finir avec le chômage.

## Plan Defferre

Le conseil municipal de Marseille :

— 1) Se déclare prêt, si la liquidation des biens est prononcée, à se porter acquéreur des biens meubles et immeubles nécessaires au fonctionnement industriel du groupe Terrin, pour en confier la gestion à un entrepreneur qui, comme dans l'affaire Titan-Coder, prendrait la responsabilité de la gestion industrielle, commerciale et financière.

— 2) Sollicite pour cela l'aide financière de l'établissement public régional et des conseils généraux de la région.

— 3) Demande à l'État de confirmer qu'il maintiendra toutes les aides financières prévues dans le cadre des projets précédents (68 900 000 F).

Les travailleurs auraient voté, vendredi soir, le refus du plan Defferre.

# Giraud : « Comment il faut licencier pour créer des emplois »

Le jeudi 14 septembre, monsieur Giraud, ministre de l'Industrie a présenté les nouvelles orientations de la politique industrielle adoptée par le conseil des ministres. Elles se résument en quatre points :

— L'industrie française doit atteindre un niveau international de compétitivité.  
— Placer les entreprises industrielles dans les meilleures conditions d'efficacité et de croissance.  
— Se doter des capacités de création et de production qui satisfèrent la demande à venir (industrie du futur).  
— Définir et mettre en œuvre la politique industrielle localement, avec les intéressés.

La politique industrielle du gouvernement s'oriente donc autour de deux axes : rendre les entreprises françaises compétitives sur le plan international et lui donner un haut niveau

technique et d'innovation. Comment le gouvernement pense-t-il en arriver là ? « Aujourd'hui, il s'agit d'obtenir que l'industrie reçoive une part équitable pour la redistribution de la

richesse nationale, ce qui n'est pas le cas actuellement », dit le ministre ; ce qui veut dire, augmenter l'aide aux entreprises. Mais la recherche de la compétitivité aboutit essentiellement à la fermeture des usines qui ne peuvent pas faire face à la concurrence et aux licenciements. Tous les licenciements massifs prévus dans le textile, la navale ou la sidérurgie ont la même justification des capitalistes : « pas compétitive ! ». Le ministre le reconnaît lui-même : « Oui, c'est vrai, nous vivons actuellement la phase la plus difficile de la recherche de la compétitivité et cela se traduit par des suppressions d'emplois ». On le voit, les patrons et le gouvernement ont adopté une nouvelle tactique : devant l'ampleur des

difficultés auxquelles ils sont confrontés, ils ont décidé d'abandonner l'attitude rassurante « tout ne va pas si mal » pour celle d'expliquer les nécessités de l'effort national (c'est-à-dire faire accepter aux travailleurs d'être sous-payés ou sans emploi), se serrer la ceinture aujourd'hui pour un avenir meilleur : « Contrairement aux idées reçues, la compétitivité permet de créer des emplois durables... J'ajoute qu'il suffit de visiter les entreprises pour constater que ce sont les plus performantes qui offrent aux travailleurs les meilleures conditions de vie au sens le plus large du terme. »

Selon la logique du capitalisme, il faudrait que les travailleurs acceptent d'être licenciés aujourd'hui pour

retrouver du travail dans quelques mois. Le profit passe avant l'homme, puisqu'une entreprise compétitive c'est une entreprise rentable. D'ailleurs, Ceyrac, le patron des patrons, n'a-t-il pas déclaré dans son interview du 7 septembre : « Ma seule morale, c'est la concurrence » ?

Renforcer l'exploitation des travailleurs, donner de l'argent aux patrons pour qu'ils puissent faire face à la concurrence internationale, leur donner de l'argent pour qu'ils expérimentent de nouvelles techniques et prévoient les besoins de demain, voilà toujours et encore la même solution. Et tant que la morale de notre système social sera la concurrence, il en sera ainsi, quel que soit le gouvernement.

# L'«Aurore» dans les pattes de Hersant ?



L'une des conséquences de l'affaire Boussac avait été la vente, en juillet dernier, du journal *L'Aurore* dont Boussac était propriétaire. Parmi les nouveaux propriétaires figure Marcel Fournier, PDG des magasins Carrefour.

Les nouveaux propriétaires du journal (qui connaissent une baisse de ses ventes et de ses recettes de publicité) viennent de passer un accord avec Hersant.

Ce dernier s'était rendu acquéreur, il y a six ans, de *Paris-Normandie*, il y a trois ans du *Figaro* et, il y a deux ans de *France-Soir*.

Le contrat avec les propriétaires de *L'Aurore* laisse penser que ce dernier journal pourrait, sous peu, devenir propriété d'Hersant.

*L'Aurore* sera imprimée désormais à la Plaine Saint-Denis, dans la banlieue-nord de Paris. Hersant a construit là un complexe où seront

imprimés, au début de l'année prochaine *Le Figaro*, *France-Soir*, *Le journal du dimanche*, *Paris-Turf*, *L'Aurore* ainsi que d'autres publications.

Autres mesures indiquant que déjà Hersant n'est peut-être pas loin de mettre la main sur *L'Aurore* : ce journal aura un certain nombre de rubriques et de petites annonces jumelées avec *Le Figaro* et *France-Soir*. D'autre part, *L'Aurore* et *Paris-Turf* prendront une participation financière au complexe d'imprimerie de la Plaine Saint-Denis et seront représentés à son conseil d'administration.

Hersant continue donc à faire main basse sur la presse.

Pour le personnel de *L'Aurore*, cela veut dire qu'il est fort possible que des licenciements soient prévus dans un proche avenir.

## Télévision

# Alors Mitterrand : abeille ou architecte ?

Vendredi soir, à « Apostrophes », Mitterrand faisait sa rentrée à la télé. C'est en tant qu'écrivain qu'il était l'invité de Bernard Pivot, pour son dernier livre « *L'abeille et l'architecte* ».

Pendant une heure, Mitterrand s'est efforcé de donner de lui-même une image positive : modestie de l'écrivain « amateur », retenue de l'homme politique responsable, refus d'utiliser cette émission littéraire comme tribune pour attaquer le président de la République, et surtout sérénité et ouverture de celui qui sait dominer les situations. Un très bon numéro d'acteur, un show réussi.

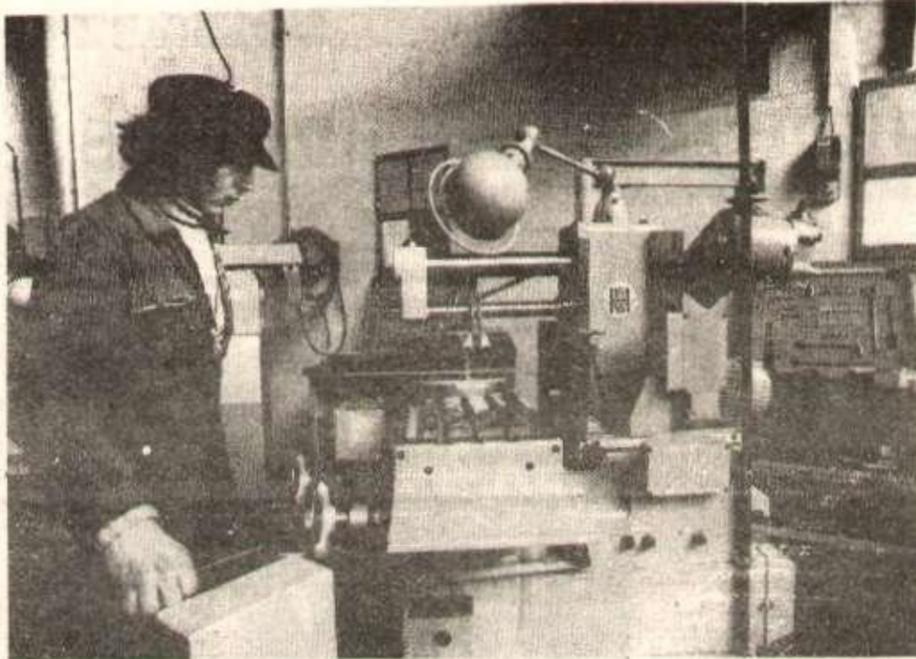
La mise en scène aussi était excellente : choix de quatre écrivains en renom pour lui donner la réplique, en arrière fond dans la pénombre une brochette de spectateurs bien choisis (Defferre, Mauroy, Estier et quelques autres). Suprême habileté, Mitterrand avait choisi pour clore cette émission, de parler de « L'Empire des mers » de Paul Guimard ce qui lui permit d'évoquer Gaston Defferre que l'on pouvait alors apercevoir en arrière fond. Et nous avons eu droit au portrait du maire de Marseille en marin, capable de tenir fermement et calmement la

barre au milieu des éléments déchainés.

Tout cela n'était pas dû au hasard, en effet, immédiatement après cette émission, Mitterrand était interviewé au journal d'A2 de 23 h, et l'écrivain redevenant homme politique pouvait enchaîner sur l'initiative de Defferre pour le rachat de Terrin par la ville de Marseille. Le PC eut droit au passage à un bon coup de griffe pour son refus du plan Defferre qui, selon Mitterrand, montre que les dirigeants du PCF sont plus préoccupés par les querelles partisans que par la recherche de véritables solutions au problème de l'emploi.

Une très bonne émission publicitaire, mais au fond, Mitterrand n'a rien innové. Comme l'abeille il n'a su que répéter le comportement mille fois utilisé par tous les hommes politiques qui cherchent à masquer leur véritable nature pour mieux tromper. Mitterrand ? Une abeille de talent, peut-être ! Mais ne le prenez pas comme architecte !

Henri BERTHAULT



## Les deux buts de l'éducation technique

# Main-d'œuvre gratuite et sous-qualification

La rentrée scolaire a eu lieu vendredi dernier, nous avons envoyé nos enfants dans les CET, ou LEP, dans les CPPN, ils vont suivre des cours de EMT. Nous avons beaucoup de difficultés à nous retrouver dans ce dédale de sigles étrangers. D'ailleurs, ce marais d'appellations a été conçu exprès. De cette manière, les travailleurs auront plus de mal à comprendre quelles études leurs enfants suivent ; la supériorité des « gens qui s'y retrouvent » est assise, l'école n'est compréhensible que pour les initiés. Aussi, nous proposons-nous de voir ce qui se cache derrière ces appellations.

### CPPN ET CPA

Les enfants qui « ne marchent pas » à l'école primaire, qui ont un retard scolaire ou qui ne s'intéressent pas à l'école, comme le dit la bourgeoisie, il serait plus correct de dire ceux auxquels la bourgeoisie ne s'intéresse pas — entrent au collège, dès la 6e dans les CPPN (classe préprofessionnelle de niveau) puis dans les CPA (classe préparatoire à l'apprentissage).

La plupart du temps, on nous raconte que ces classes touchent peu d'enfants. En fait, un tiers des enfants scolarisés de la 6e à la 3e passent par ces filières.

Dans ces classes, il n'y a aucun programme ; les instituteurs doivent se débrouiller. Les ateliers, où est dispensé l'enseignement professionnel, sont toujours sous-équipés. A Pontvallain, dans la Sarthe, un CES, tout neuf, s'est ouvert, mais il n'y avait aucune machine, aucun outil, aucun établi pour les élèves de CPPN et CPA. Il est même arrivé à un enseignant d'emmener sa classe en forêt, couper du bois, pour chauffer les poêles de la classe. On voit bien en cela le mépris de l'éducation nationale pour les enfants de travailleurs.

En CPA, le temps des élèves est partagé entre les

cours à l'école et un apprentissage chez les petits patrons. L'exploitation de ces élèves est pire que celle des apprentis. Ils font quarante heures par semaine, pendant quinze jours chez leurs patrons et ils ne sont absolument pas payés. Les frais de transport sont à leur charge. A la fin de leur pré-apprentissage, les patrons les renvoient chez eux, après avoir empoché l'argent que le gouvernement leur a versé pour avoir favorisé l'emploi des jeunes !

Les intentions du gouvernement sont claires. Il rentabilise la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans, il fait profiter les patrons de cette main-d'œuvre gratuite que constitue ces jeunes, et rappelons que cela concerne un tiers des enfants scolarisés.

### LES APPRENTIS

Les élèves-apprentis sont employés par les patrons pour qu'ils « apprennent un métier ». Durant les trois années de formation, les apprentis n'apprennent presque jamais leur métier. On a vu souvent des apprentis balayer à longueur de journée ou faire le ménage de la patronne.

Les apprentis sont pieds et poings liés par le contrat d'apprentissage qu'ils ont dû signer avec leur patron.

Dans ce contrat, il est dit, en outre, que si l'apprenti rompt son contrat, il doit rembourser à son employeur les salaires qu'il a touchés. C'est le comble de l'ignominie ! Quand on connaît les salaires des apprentis : d'abord 15 % du SMIC, puis 25 %, puis 35 % et à la fin de l'apprentissage 75 % du SMIC !

A la fin du contrat, le patron a empoché les indemnités que le gouvernement lui a versées parce qu'il a « favorisé » l'emploi, mais il est rare qu'il garde l'apprenti chez lui. Le scénario est à peu près identique pour les pré-apprentis et pour les apprentis, ils constituent de la main-d'œuvre gratuite.

### LES E.M.T

L'Enseignement manuel et technique est une innovation d'Haby (encore une). Dès la 6e, les enfants sont familiarisés avec la technologie, ces cours peuvent consister à démonter un moulin à poivre, par exemple. Enfin l'école ne sera plus coupée du reste du monde, se

dit-on. Ce démontage se veut scientifique, il faut numéroter les pièces, noter l'agencement des pièces. A cause de son aspect rebutant, théorique et inutile, les enfants des petits paysans et des ouvriers ne s'intéressent plus à la technologie, au travail manuel. Ce désintérêt va s'accroître ; plus les enfants iront dans leurs études, 6e, 5e, etc... et moins ces cours seront faits pour eux. Ils sortiront sans qualification de l'école, ils ne pourront donc qu'être manœuvres. Par contre, les enfants des couches sociales privilégiées se sentiront à l'aise dans ces cours de technologie.

Au lieu de revaloriser le travail manuel, comme veut nous le faire croire Haby, cet enseignement manuel et technique, dirige les enfants des travailleurs vers la sous-qualification, tandis que les autres poursuivront des études nobles (supérieures) de technologie.

### LES LEP

Les lycées d'enseignement professionnel — qui vont remplacer les CET — ouvriront leurs portes aux élèves de 3e, dans le cadre de la réforme Haby. Cette réforme, qui doit s'appliquer dans deux ans, va avoir des conséquences très graves. Les élèves n'iront plus en CET ou en LEP, à la fin de la 5e, mais à la fin de la 3e. Ce sont donc des élèves âgés de 15 à 17 ans qui suivront les LEP. On sait que l'école est obligatoire jusqu'à 16 ans et d'autre part, on n'ignore pas que les enfants des travailleurs en ont plus qu'assez, à 16 ans, de l'école. Ils iront à l'école jusqu'au moment de leur 16 ans, puis ensuite ils entreront dans la vie active ; comme à 16 ans ils n'auront reçu aucun enseignement professionnel, c'est sans qualification qu'ils chercheront du travail.

Comme on le voit, les sections techniques ont été soigneusement adaptées par Haby et par Beullac aux nécessités de l'emploi. Il veut utiliser au maximum la main-d'œuvre gratuite constituée par les pré-apprentis et par les apprentis.

A l'issue de l'apprentissage ou à la sortie du CES, en 3e, les élèves seront obligés d'accepter n'importe quel emploi.

Nathalie VILLOTIERS



Courrier des lecteurs

Nous commençons à recevoir, alors que le quotidien n'est reparu que depuis deux semaines, un certain nombre de lettres. Elles portent des jugements, donnent des avis sur le contenu comme sur la forme de ce qu'un lecteur appelle le « *quotidien nouvelle formule* ». Ces lettres nous encouragent lorsqu'elles apprécient les progrès déjà réalisés. Mais elles nous encouragent peut-être encore plus lorsqu'elles nous aident par des remarques, des sug-

Un couple de lecteurs de Lille écrit : « Aux journalistes et à toute l'équipe technique »...

Nous avons trouvé de nets progrès, aussi bien dans la qualité des articles que dans la présentation générale.

Les articles sont bien choisis ; ils collent à l'actualité (budget, impôts, rentrée scolaire). Surtout, il y a plusieurs dossiers, bien préparés (le plan Vosges, la rentrée syndicale). Un bon équilibre entre informations nationales et internationales également (paysans polonais, ZANU). De même, un bon équilibre entre les commentaires sur l'actualité que la bourgeoisie commente elle aussi (Rambouillet, budget etc.) dans sa presse, sa radio, sa télé et les « révélations » c'est-à-dire, ce que cherche à cacher la bourgeoisie : interventions policières dans les foyers Sonacotra, agression du Kampuchea par le Vietnam.

Ces lecteurs terminent en nous demandant de « poursuivre dans cette voie ». C'est ce que nous nous efforcerons de faire.

Notre secrétaire de rédaction-maquetiste s'efforcera de donner au quotidien un style propre qui contribuera à le rendre attrayant.

Outre la page 8, consacrée à des dossiers, enquêtes, interviews, reportages, nous n'hésiterons pas,

le cas échéant, à faire un dossier en pages intérieures sur un sujet qui mérite d'être traité de façon bien étayée. Nous espérons recevoir rapidement par courrier et téléphone (205-51-10) davantage d'informations et de correspondances qui nous permettront de tenir une rubrique « Echos » plus intéressante et de publier de nombreuses « révélations locales ».

Un lecteur nous écrit : « Attention à ne pas faire du quotidien un journal essentiellement international. Dans HR No 926, quatre pages sur 8 sur la politique internationale, cela me semble beaucoup. »

Dans ce numéro, il y avait un dossier sur « l'expulsion de 160 000 ressortissants chinois du Vietnam ». Le gros titre de la une et la page 3 étaient consacrés à expliquer et à soutenir la lutte du peuple iranien. Il s'agit donc d'un numéro où l'internationalisme prolétarien nous commandait de donner une très large place aux questions internationales. Il faudra, pour que nous soyons plus à même de lui répondre, que notre lecteur donne son opinion sur une plus grande série de numéros.

« Plus encore d'articles comme « Les tribulations d'un assuré social », écrit-il aussi. « C'est plein d'intérêt et très concret. Il me semble qu'il faudrait plus

gestions, des critiques, à mieux distinguer et à corriger des défauts ou des insuffisances. Aussi, le comité de rédaction étudie-t-il de très près toutes les lettres. A chaque fois qu'un lecteur souhaitera une réponse et donnera donc son adresse, nous lui répondrons personnellement. Notre « *courrier des lecteurs* » aura notamment pour fonction de citer un certain nombre de ces lettres et d'apporter une réponse dans les colonnes de notre journal.

d'articles « faits divers » sur la vie et les problèmes quotidiens des travailleurs. »

Nous sommes tout à fait partisans de donner une plus grande place à ces faits que la presse bourgeoise cantonne dans les « faits divers » alors qu'ils attestent, de façon très vivante, concrète et souvent très frappante de l'exploitation et de l'oppression que subissent les travailleurs. Nous demandons à nos lecteurs de nous informer de tels faits qui sont bien propres à dénoncer le caractère scandaleux du régime capitaliste dans lequel nous vivons.

Un lecteur critique un article sur le sommet de Camp David, paru dans le No 922 du 5 septembre.

A propos de la « rencontre Carter, Begin, Sadate ». Un sommet de la dernière chance, est un titre très critique : il ne diffère en rien de ceux que l'on a pu trouver dans la presse bourgeoise, il n'est absolument pas clair (la dernière chance pour qui ? D'après le contenu de l'article, on pourrait penser que c'est la dernière chance pour Begin) ; il est politiquement faux car il passe sous silence la lutte des Palestiniens. Remarquez que je ne trouve pas le fond de l'article vraiment critique, dans la mesure où il ne vise qu'à donner une information sur l'opinion publique des Israéliens et le développement parmi eux-mêmes d'une opposi-

tion à la politique de Begin, mais encore faudrait-il l'indiquer clairement. Et de toute manière, il est difficile de se faire comprendre d'un lecteur pressé en titrant « Sommet de la dernière chance » et en concluant : « ce sommet semble n'avoir aucune chance d'aboutir... »

Voilà une critique tout à fait justifiée. Le titre peut laisser penser, contrairement à ce que l'on veut expliquer, que le sort des peuples et pays du Moyen Orient est suspendu au sommet de Camp David.

L'article traite la question d'un point de vue limité et secondaire, sans mentionner le problème central qu'est la lutte du peuple palestinien pour une Palestine laïque et démocratique. Ceci, alors qu'il n'y a pas eu précédemment d'article replaçant le sommet de Camp David dans ce cadre. Dès le numéro suivant, nous nous sommes attachés à rectifier la présentation et l'explication de cette question. Nous avons besoin de critiques comme celle de ce lecteur... car elles pourraient bien porter aussi sur des erreurs, des insuffisances qui nous auraient échappées ou mettre le doigt sur des différences d'appréciation qui méritent des explications de notre part.

En espérant recevoir de nombreuses lettres nous vous disons : « Lecteurs à vos plumes ».

Jean QUERCY

Abonnez-vous à L'Humanité rouge Quotidien et Bimensuel

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITE ROUGE  
BP 61 75861 PARIS CEDEX 18  
Paiement par chèque ou mandat  
CCP 30 22672 D LA SOURCE

Quotidien

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (122 No)	50 F	60 F

Bimensuel

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	75 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom .....  
Prénom .....  
Rue .....  
Commune .....  
Code postal .....

Abonnements communs au Quotidien du peuple et à L'Humanité rouge

Abonnements de trois mois au Quotidien du peuple et à L'Humanité rouge 150 F

Abonnements de six mois, avec en supplément le Tome V des Œuvres choisies de Mao Tsé-toung 300 F

Abonnement de six mois aux revues théoriques Front rouge et Prolétariat 50 F

SPORT

1er Honda, 2e Honda, 3e Honda



Premier Honda, deuxième Honda, troisième Honda. Le 42e Bol d'or a vu la consécration de la firme japonaise. Avec l'équipage Christian Léon - Jean-Claude Chemarin, Honda remporte une troisième victoire consécutive dans ce qui constitue sans doute la plus grande course moto du monde.

C'est bien sûr la victoire d'une marque inégalée dans les performances d'endurance, c'est aussi la consécration des qualités de ses deux pilotes. Mais c'est surtout le constat qu'en dehors des plus grandes marques, des moyens techniques et financiers énormes qu'elles mettent pour une telle épreuve, qu'en dehors des pilotes d'usines, personne ne peut à l'heure actuelle, espérer faire bonne figure dans ce type de compétition. Le monopole Honda domine la compétition d'endurance de façon absolue.

CAPTEZ LES ONDES REVOLUTIONNAIRES

Radio Pékin



« Tout faire pour mener à bien l'œuvre de la radiodiffusion afin de servir le peuple chinois et les autres peuples du monde. » MAO TSE-TOUNG

19h30-20h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
20h30-21h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
21h30-22h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
22h30-23h30	42,7 m 42,4 m	7026 kc 7075 kc
	45,9 m	6536 kc

OUI, VIVRE ET TRAVAILLER DANS LE VALENCIENNOIS !

Usinor : un empire bâti sur le sang et la sueur des ouvriers (1)

Avec plus de 10 000 chômeurs, un solde migratoire de moins de 25 000 personnes en 10 ans et l'annonce de 3 000 licenciements à Usinor, le Valenciennois prend la tête des zones sinistrées par la crise capitaliste et la politique du gouvernement des monopoles

Paris, 29 juin 1978. Le comité central d'entreprise d'Usinor est réuni. Le PDG de la société, Hue de la Colombe, déclare : « Nous avons trop de monde dans le Valenciennois et si l'on veut voir survivre l'usine de Denain et maintenir une activité à Trith-Saint-Léger, il faut nécessairement réajuster les effectifs... ».

2 900 licenciements sont annoncés : 2 000 à Denain et 900 à Trith. A chaque annonce, le PDG ajoute froidement : « au minimum... ». Pour l'usine de Denain, il est prévu que la baisse d'effectifs soit déjà de 1 000 personnes pour la fin de cette année. Hue de la Colombe laisse tomber en une formule dont le cynisme le dispute à l'absurde : « Le Valenciennois doit réduire ses effectifs ou mourir ».

De fait, ainsi que l'affirme dans un communiqué l'UD-CGT : « Les décisions (...) présagent la fermeture pure et simple des usines de Denain et Trith ».

Valenciennes, 20 juin 1978. A l'appel de la CGT et de la CFDT plus de 10 000 travailleurs manifestent dans les rues de la ville contre la vague de licenciements et de fermetures d'usines qui déferlent dans le Valenciennois et la plaine de l'Escaut avec une force de plus en plus grande. Entre mars 1975 et mars 1978, plus de 7 000 licenciements pour cause économique ont été prononcés dans l'arrondissement, ce qui représente le taux le plus élevé du département du Nord. 10 000 demandeurs d'emploi inscrits y sont recensés dont 55 % de jeunes.

DE LA MINE AUX FORGES

Valenciennes, Anzin, Denain : ce triangle de cités le long de l'Escaut ne peut que frapper l'imagination. Ici est née et a grandi une classe ouvrière dont les origines se confondent avec celles du capitalisme lui-même. Ici, l'ouvrier existait avant même la chute de la féodalité quand la bourgeoisie montante jetait les bases économiques de son pouvoir.

1734 : La houille grasse est découverte à Anzin ; jusqu'à la révolution bourgeoise, 150 puits seront forés. A cette date, la Compagnie des mines d'Anzin, créée dès 1757, occupe déjà 4 000 ouvriers. A Denain, les forages révèlent à leur tour la présence du charbon et, de 1825 à 1830, sept fosses ont été creusées.

Tandis que l'ouverture des puits et le développement de l'exploitation du charbon voient grossir la masse des mineurs, la sidérurgie apparaît. En 1823, à Trith-Saint-Léger, sur les bords de l'Escaut, est créé l'un des premiers laminoirs à fer du Nord. Douze ans plus tard, Denain est gagné par la nouvelle industrie, puis c'est au tour d'Anzin, avant leur fusion de 1849 en une seule compagnie.

Dans le dernier quart du siècle, de grandes transformations, liées à la révolution industrielle et au développement du capitalisme qui commence à accéder au stade impérialiste, changent le visage de la région. Denain, jusque là village, grandit

jusqu'à prendre l'apparence d'une cité ouvrière. Deux convertisseurs Bessemer entrent en fonction (il y en a alors vingt quatre pour toute la France) à l'issue de Denain et quelques années plus tard, c'est un convertisseur Thomas, plus perfectionné, qui est mis en route à Trith-Saint-Léger. Cette dernière usine passe alors aux mains des « Forges et Aciéries du Nord et de l'Est ».

CEUX DE GERMINAL...

Ici le capitalisme sévit avec une brutalité inouïe. L'exploitation sauvage des hommes, femmes et enfants se double d'une sanglante répression.

Malgré cela, les grèves se succèdent, violentes, massives. Du 21 février au 17 avril 1884, c'est la grande grève de la Compagnie d'Anzin : l'une des premières du bassin minier, elle inspirera « Germinal » à Emile Zola venu enquêter sur les lieux, notamment dans le corons de Denain. Par ses luttes, la classe ouvrière de Denain-Anzin forge son organisation de classe : le premier congrès de la Chambre syndicale des mineurs de France se tient à Denain.

En 1906, après la catastrophe de Courrières, la grève insurrectionnelle éclate : « A Denain, on croirait se trouver dans une ville en pleine révolution. Le maire se déclare impuissant à assurer l'ordre », écrit un journaliste de l'époque. Les ateliers des hauts-fourneaux, sont envahis, des barricades surgissent dans la ville. Le train de Clémenceau - venu « rétablir l'ordre » - est attaqué par les grévistes. 8 000 d'entre eux pourchassent le sous-préfet de Valenciennes qui se réfugie dans les forges.

Denain devient la ville des grèves de masse, ses ouvriers sont la fierté du prolétariat de France.

A la veille de la Première Guerre mondiale l'usine de Trith-Saint-Léger se complète de hauts-fourneaux, elle pro-

duit alors 173 000 tonnes de fonte. Celle de Denain en produit 335 000 tonnes et possède six hauts-fourneaux (plus deux à Anzin qui seront ensuite fermés). En 1929, ces productions atteindront respectivement 354 000 tonnes et 383 000 tonnes.

USINOR : UN EMPIRE BÂTI SUR LE SANG ET LA SUEUR DES OUVRIERS

1948 : Le dernier puits de mine ferme à Denain. Pour le capital, l'époque du charbon est terminée, désormais, c'est l'ère de l'acier. Usinor est créé par la fusion de « Denain-Anzin » et des « Forges et Aciéries du Nord et de l'Est ». Usinor-Trith produit alors 900 000 tonnes de fonte par an et possède quatre hauts-fourneaux, une aciérie Thomas, une aciérie Martin, deux grands trains de laminoirs, un atelier de forge, une presse pour la fabrication des centres de roues et des roues monoblocs. Quant à l'usine de Denain, qui s'étend sur Escaudain, elle produit alors un million 100 000 tonnes de fonte par an et comprend cinq hauts fourneaux, une aciérie Thomas, trois aciéries Martin, plusieurs trains de laminoirs (dont un continu à bandes à chaud) et un four électrique. Avec Hayange, en Moselle, Denain constitue alors la plus importante installation sidérurgique de France, 10 000 personnes y sont employées.

Avec les années soixante, c'est le démarrage de l'usine de Dunkerque et le fameux plan « associant », en 1966, l'Etat et les grands capitalistes placés à la tête d'Usinor : claire illustration que cet Etat, dominé par le grand capital, n'est autre que celui des monopoles.

L'expansion d'Usinor, ce sont



les ouvriers qui l'ont faite, et notamment ceux de Denain et de Trith. L'empire d'Usinor c'est celui du travail posté, de la généralisation du feu continu, des accidents du travail multipliés - blessures, mutilations, morts - des mutations et des déplacements, des heures supplémentaires, des « réorganisations » aux ateliers, aux bureaux, du développement de l'intérim, du chômage partiel, des licenciements...

LA DUPLICITE DES MAITRES DES FORGES

A ce jour, 13 000 emplois ont été supprimés dans la sidérurgie du Valenciennois depuis 1962. A chaque fois, la duplicité des maîtres des forges a été totale. Prenons le plan Ferry de triste mémoire : en octobre 1976, Jacques Ferry, président de la Chambre patronale de la sidérurgie fait allusion à la « nécessaire reconversion ». Six mois plus tard, en avril 1977, alors que 3 000 licenciements viennent d'être annoncés à Thionville, Ferry divulgue son plan : il est prévu, pour le Valenciennois, l'arrêt de l'aciérie OBM de Trith (1 200 licenciements) et un investissement à Denain devant permettre de construire une coulée continue en prévision d'une aciérie OBM. Pour le premier point, il a été, depuis lors, largement confirmé. Quant au fameux « investissement » miracle, le voici remplacé, un an plus tard, par l'annonce de 2 000 licenciements à Denain. 2 000 au « minimum ».

De fait, les usines de Trith et Denain vont être, à terme, liquidées. C'est ce que veulent les barons de l'acier en plein

accord avec le gouvernement des monopoles ; c'est ce qu'ils ont froidement prévu et planifié. La CFDT, avec perspicacité, annonçait déjà en 1971 que « du fait de la concentration des moyens de production autour de Dunkerque, (le Nord) verra décliner puis disparaître ses anciens centres de production sidérurgiques (Sambre et Valenciennes) ». (Bulletins du militant de novembre 1971).

USINOR-TRITH : L'USINE CONDAMNÉE A MORT

Oui, condamnée à mort : tel est le verdict monopoliste sur l'unité de production de Trith-Saint-Léger. L'effectif de l'usine est passé de 4 417 personnes en 1974 à 2 680 personnes en mars 1978, soit 1 737 licenciements. Et l'hémorragie va continuer. Usinor utilise toutes les ficelles : embauche stoppée, chômage partiel (80 jours de chômage en 1977), déclassements, pressions pour faire accepter des mutations à Dunkerque, Mardyck, Fos-sur-Mer, Denain..., mise à la disposition du personnel de la liste de toutes les offres d'emploi dans toutes les branches industrielles de l'ensemble du pays (sic !), licenciements des travailleurs âgés de 56 ans et 8 mois et des ouvriers postés âgés de 54 ans, incitations aux jeunes à devancer l'appel sous les drapeaux, etc.

Certes, l'usine serait déjà fermée si les ouvriers n'avaient pas riposté mais peut-on dire que la riposte ait été à la mesure de l'attaque patronale ? Invoquer en l'occurrence « le soutien des élus » c'est ne pas craindre le ridicule : une écharpe tricolore à la porte d'une usine relève davantage de la démagogie électoraliste que de la véritable mobilisation ouvrière.

Quoi qu'il en soit, la direction d'Usinor poursuit son objectif : démanteler l'usine. Le 1er juillet dernier, c'était la coupure en deux de l'usine : le service « roues-essieux » devenait filiale (228 licenciements) et le laminoir-Parachèvement était rattaché à l'usine de Denain. Quant au reste (ateliers de réparation des wagons, ateliers centraux, garage, atelier de modelage et ateliers d'entretien situés sur la rive droite de l'Escaut) il est, à terme, condamné à disparaître.

Au total un millier de licenciements.

Comment mettre en échec les plans des maîtres de forges et du gouvernement ? En engageant une lutte éternelle dont le déclenchement n'a que trop tardé. C'est ce qu'explique la suite de ce dossier que vous pourrez lire dans notre édition de demain.

Dossier réalisé par le Bureau de presse du Nord.



En 1906: Manifestation pour protester contre la catastrophe de Courrières.